LOI n° 2012-347 du 12 mars 2012
relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique

Articles	Dispositions/modifications
SECURISATION DES PARCOURS DES AGENTS NON TITULAIRES (ANT)	
Art. 13 à 22 et art. 32	<p>Sécurisation des conditions d'emploi des ANT :</p> <ul style="list-style-type: none"> - modes de recrutements réservés avec voies d'accès professionnalisées à l'emploi titulaire → sélection professionnelle par des commissions spécialisées, concours réservés et accès réservés aux grades d'accès sans concours de certains cadres d'emplois de catégorie C ; - dispositif de "cdisation" obligatoire pour certains ANT en fonction de leurs conditions d'emploi actuelles. <p style="text-align: center;"><i>Nouvelles dispositions détaillées ultérieurement par le CDG 56</i></p>
RECRUTEMENT DES ANT	
Art. 40 et 41	<p>Recrutement agents non titulaires de droit public → modifications art. 3 à 3-2 de loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la FPT</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Insertion de 5 nouveaux articles sur les différents motifs et conditions de recrutement des ANT au lieu d'un article unique auparavant → art. 3 à 3-5 remplacent l'art. 3 actuel <p><u>Modifications apportées :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Motif de recrutement "besoin saisonnier" et "besoin occasionnel" remplacés par "accroissement saisonnier d'activité" et "accroissement temporaire d'activité" + modification de la durée d'emploi pour l'accroissement temporaire d'activité (ancien "besoin occasionnel"), durée maximale de 12 mois sur une période de 18 mois consécutifs (avant 6 mois maximum) → nouvel article 3 - Motif de recrutement "remplacement temporaire d'un fonctionnaire momentanément indisponible" intègre désormais le cas de l'indisponibilité due aux congés annuels et à tous les cas de participation à une réserve de sécurité. + ce motif de recrutement est désormais étendu au remplacement d'un agent non titulaire occupant un emploi permanent qui serait momentanément indisponible + l'engagement peut débuter avant l'absence effective de l'agent remplacé → nouvel article 3-1 - Motif de recrutement "vacance temporaire d'un emploi permanent" → l'engagement s'effectue pour 1 an maximum et peut être prolongé dans la limite d'une durée totale de 2 ans (auparavant 1 an renouvelable sans limitation) → nouvel article 3-2

	<p>Nouvelle rédaction des motifs et conditions de recrutement des ANT sur emplois permanents en CDD pouvant être transformés en CDI au bout de 6 ans (absence cadre d'emplois de la FPT correspondant aux fonctions à occuper/emploi de niveau de cat. A selon nature des fonctions et besoins du service/ certains emplois des communes de moins de 1000 ou 2000 hab.) → nouvel article 3-3</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nouvelles conditions d'accès direct à un CDI ou de transformation d'un CDD en CDI au moment du renouvellement (quand contrat issu d'un des motifs de l'article 3-3) sous conditions d'ancienneté (durée de six ans de services publics effectifs) → nouvel article 3-4 + Possibilité de conserver le CDI dans une autre collectivité sous réserve de l'accord du nouvel employeur et dès lors que les nouvelles fonctions exercées sont de même catégorie hiérarchique → nouvel article 3-5 ▪ Insertion des conditions de recrutement d'ANT au titre des fonctions de collaborateurs de groupe d'élus, (CDD de trois ans maximum, renouvelable dans la limite du terme du mandat électoral de l'assemblée délibérante, avec obligation transformation en CDI au bout de 6 ans en cas de renouvellement) → nouvel art. 110-1
Art. 46	<p>Modification de l'art. 136 de la loi n° 84-53</p> <p>Décret n° 88-145 du 15 février 1988 sur les ANT sera modifié en vue de la création de commissions consultatives paritaires organisées par catégorie pour les ANT → commissions correspondant aux CAP pour les fonctionnaires territoriaux. Elles seront en principe placées auprès de ces CAP</p>
COMITE TECHNIQUE	
Art. 43	<p>Bilan social → modification art. 33, al. 10 de la loi n° 84-53</p> <p>Il doit désormais intégrer des éléments sur les ANT (cas et conditions de recrutement, d'emploi et d'accès à la formation, exercice du droit syndical, etc...)</p>
Art. 51	<p>Présentation annuelle devant le comité technique d'un rapport sur l'égalité professionnelle hommes/femmes (recrutement, formation, temps de travail, promotion professionnelle, conditions de travail, rémunération, articulation entre vie professionnelle et vie privée)</p>
CREATION/VACANCE D'EMPLOI	
Art. 44	<p>Création d'emploi → modification art. 34 de la loi n° 84-53</p> <p>Reformulation des dispositions sans modification de fond</p>
Art. 45	<p>Déclaration de création et vacance d'emploi → modification art. 41 de la loi n° 84-53</p> <p>Il n'y a plus d'obligation de procéder aux déclarations de création et de vacance d'emploi pour les emplois permanents susceptibles d'être pourvus exclusivement par la voie de l'avancement de grade (promotion interne non concernée)</p>

PROMOTION DE L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE HOMMES/FEMMES	
Art. 50	<p>Modification art. 6 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 (droits et obligations fonctionnaires)</p> <p>Rapport annuel à présenter par le Gouvernement devant le Conseil commun de la fonction publique sur les mesures relatives à l'égalité professionnelle hommes/femmes dans la fonction publique</p>
Art. 51	<i>Voir plus haut, rubrique "Comité technique"</i>
Art. 52	<p>Quotas emplois hommes/femmes dans les conseils d'administration des établissements publics</p> <p>Proportion minimale de 40% de personnes de chaque sexe</p> <p>Attente d'un décret d'application</p>
Art. 53	<p>Quotas représentation hommes/femmes au sein des Conseil commun de la fonction publique et CSFPT (hors représentants organisations syndicales et employeurs territoriaux)</p> <p>Proportion minimale de 40% de personnes de chaque sexe</p>
Art. 54	<p>Quotas représentation hommes/femmes au sein des membres du collège employeurs des CAP (à compter du 1^{er} renouvellement suivant le 31 décembre 2013)</p> <p>Proportion minimale de 40% de personnes de chaque sexe</p>
Art. 55	<p>Quotas représentation hommes/femmes au sein des jurys de recrutement et comités de sélection, à compter du 1^{er} janvier 2015</p> <p>Proportion minimale de 40% de personnes de chaque sexe</p>
Art. 56	<p>Rétablissement de l'art. 6 quater de la loi n° 83-634</p> <p>Quotas représentation hommes/femmes s'agissant des nominations sur les emplois de direction des régions, des départements et des communes et EPCI du plus de 80 000 hab. (à compter du 1^{er} janvier 2013), sous peine de versement d'une contribution financière</p> <p>Proportion minimale progressive entre de 20 à 30% entre 2013 et 2017, puis 40% de personnes de chaque sexe</p> <p>Attente d'un décret d'application</p>
RECRUTEMENT, MOBILITE, POSITIONS, CARRIERE	
Art. 57-II	<p>Congé parental → modification art. 75 de loi n° 84-53</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Reformulation de certaines des dispositions antérieures sans modification de fond ▪ Ajout de nouvelles dispositions : <ul style="list-style-type: none"> - droits à avancement d'échelon conservés en totalité la première année du congé parental puis réduits de moitié (antérieurement réduits de moitié dès la première année) ; - conservation de la qualité d'électeur au sein de tous les organismes consultatifs (CAP, CT, etc...), antérieurement, uniquement CAP et CT - insertion des dispositions relatives aux modalités de réintégration

	(antérieurement, uniquement indiquées dans le décret d'application) - insertion des dispositions relatives au droit à pension de retraite
Art. 59 et 76	Détachement et intégration → modification art. 13 bis de la loi n° 83-634 et art. 68-1 de la loi n° 84-53 Modifications des critères d'appréciation dans le cadre du détachement ou de l'intégration directe entre cadres d'emplois de même catégorie ou de niveau comparable → appréciation des conditions de recrutement ou du niveau des missions (et non plus de la nature des missions)
Art. 60	Précisions sur les conditions et la procédure de détachement des militaires sur les emplois civils de la fonction publique
Art. 62 à 64	Détachement → modification du code de la défense Détachement des fonctionnaires dans les corps militaires (procédure)
Art. 73-II	Mise à disposition → modification art. 61-1 de la loi n° 84-53 Mise à disposition d'un fonctionnaire territorial étendue aux administrations de collectivités publiques ou organismes publics d'un Etat étranger ou auprès d'un Etat fédéré
Art. 75	Mise à disposition → modification art. 61 de la loi n° 84-53 Mise à disposition auprès d'une personne privée → inapplicabilité des règles du code du travail relatives aux indemnités de licenciement, aux droits issus d'une rupture anticipée d'un CDD à l'initiative de l'employeur et aux indemnités de fin de carrière même si ces éléments sont prévus dans le contrat de droit privé liant l'agent public à la personne privée d'accueil
Art. 103	Avancement des agents exerçant un mandat syndical → modification art. 77 de la loi n° 84-53 Conditions d'avancement de grade des fonctionnaires bénéficiant d'une mise à disposition ou d'une décharge d'activités de service au titre d'un mandat syndical
Art. 118	Emplois fonctionnels → modification art. 6-1 de la loi n° 84-53 Désormais le nombre de certains emplois fonctionnels à pourvoir par détachement est déterminé par décret à intervenir en fonction de l'importance démographique de la collectivité ou de l'établissement concerné
Art. 119, 120, 122	Cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux → modification art. 12-1, 39 et 67 de la loi n° 84-53 Projet d'un décret portant statut particulier des ingénieurs en chef territoriaux, futur cadre d'emplois à part entière (actuellement il s'agit d'un grade compris dans le cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux)
Art. 121	Emplois fonctionnels → insertion d'un art. 53-1 dans la loi n° 84-53 Un décret déterminera désormais le nombre maximal d'emplois fonctionnels de DGA dans une collectivité ou un établissement public, selon son importance démographique

Art. 123	<p>Avancement d'échelon, échelon spécial → insertion d'un art. 78-1 dans la loi n° 84-53</p> <p>Avancement dans un échelon spécial contingenté prévu par les statuts particuliers s'effectue par voie d'inscription sur un tableau annuel d'avancement après avis des CAP suivant appréciation de la valeur professionnelle et des acquis de l'expérience</p>
Art. 124	<p>Congé spécial</p> <p>Dispositif transitoire mis en place pour tenir compte de la réforme des retraites pour les agents placés en congé spécial avant le 1^{er} janvier 2012 → ils peuvent continuer à bénéficier du congé jusqu'à l'âge d'ouverture du droit à pension de retraite même si la durée maximale de 5 ans prévue pour le congé spécial est dépassée.</p> <p>Pour les congés spéciaux arrivés à expiration entre le 1^{er} juillet 2011 et le 14 mars 2012 (date d'entrée en vigueur de la loi), le congé est prorogé jusqu'à l'âge d'ouverture du droit à pension de retraite.</p>
Art. 125	<p>Régime disciplinaire → modification art. 89 dans la loi n° 84-53</p> <p>Exclusion temporaire de fonctions (ETF) de 16 jours à 2 ans → assouplissement des conditions de sursis, en cas d'application d'une période de sursis, celle-ci ne peut emporter une ETF "effective" inférieure à un mois (3 mois antérieurement)</p>
DIALOGUE SOCIAL, DROIT SYNDICAL	
Art. 97	<p>Adaptation de certaines règles du droit syndical prévues par le code du travail à la fonction publique</p> <p style="text-align: center;"><i>Précisions apportées ultérieurement par le CDG 56</i></p>
Art. 100, 101 et 102	<p>Facilités de service → modification art. 23 et 59 et insertion art. 100-1, loi n° 84-53</p> <p>Modifications des facilités de service accordées aux représentants d'organisations syndicales → les autorisations spéciales d'absence et les décharges d'activités de service sont désormais intégrées dans un dispositif dit "crédit de temps"</p> <p>Attente d'un décret d'application</p>
Art. 104	<p>Exercice du droit syndical → modification art. 100 de la loi n° 84-53</p> <p>Les collectivités doivent désormais permettre la diffusion des informations syndicales en plus d'en permettre l'affichage. Par ailleurs, une subvention pourra être substituée à la mise à disposition d'un local équipée.</p>
INDISPONIBILITE PHYSIQUE	
Art. 117	<p>Accident de service ou maladie imputable au service → modification de l'art. 57 de la loi n° 84-53</p> <p>Fonctionnaires CNRACL → confirmation par voie législative de la poursuite de la prise en charge par la collectivité ou l'établissement après radiation des cadres pour retraite, des honoraires et frais médicaux liés à un accident de service ou à une maladie imputable au service</p>

RETRAITE	
Art. 115 et 116	<p>Limite d'âge à l'exercice des fonctions pour les ANT → 67 ans Application du relèvement progressif de la limite d'âge aux ANT dans les mêmes conditions que les fonctionnaires.</p> <p>Abrogation de l'article L 422-7 du code des communes relatif à la limite d'âge des ANT</p> <p><i>Précisions ultérieures apportées par le service CNRACL</i></p>
Art. 126 à 127	<p>Dispositions diverses relatives à la retraite</p> <p><i>Précisions ultérieures apportées par le service CNRACL</i></p>
DIVERS	
Art. 114	<p>Code de la fonction publique</p> <p>Adoption par voie d'ordonnance du futur code de la fonction publique → ordonnance à prendre dans un délai de 9 mois à compter de la promulgation de la loi n° 2012-347</p>
Art. 133	<p>Télé-travail</p> <p>Mise en place du télé-travail dans la FP dans les mêmes conditions que celles prévues par le code du travail (art. L. 1222-9)</p> <p>Accord suite à demande du fonctionnaire après autorisation du chef de service Fonctionnaires et ANT concernés</p> <p>Attente d'un décret sur les modalités de mise en œuvre</p>